

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**SLB INTERNATIONAL**

Société par actions simplifiée au capital social de 1 120 000 €  
ayant son siège social 29 rue de Courcelles - 75008 Paris  
523 357 242 RCS Paris  
(la « **Société** »)

**Avis des Administrateurs judiciaires de SLB INTERNATIONAL aux parties affectées par le projet de plan de Redressement (Article R. 626-55 du Code de commerce)**

Par Jugement du 12 septembre 2024, le Tribunal des activités économiques de Paris a décidé de l'ouverture d'une procédure de Redressement judiciaire à l'égard de la Société, et nous a désignés en qualité d'administrateurs judiciaires de la Société avec mission d'assistance (les « **Administrateurs judiciaires** »).

**1. Rappel du contexte**

La Société fait partie du groupe SLB (le « **Groupe** »), spécialisé dans les activités liées à la filière sylvicole, dont elle est la principale entité contributrice. Elle a pour activité :

- le négoce et courtage de grumes et de bois sur pied ou abattu,
- le conseil, le montage de projets et la recherche d'investissements dans le domaine de la sylviculture, de la biomasse, et du crédit carbone,
- la gestion de projets forestiers et le commerce grossiste de bois.

Le Groupe a subi les répercussions de l'ouverture de procédures collectives à l'encontre des sociétés opérationnelles de son principal partenaire à la fin de l'année 2023, lesquelles ont détruit les relations commerciales entre les deux entités et privé le Groupe de sa principale source de liquidités.

Dans le cadre de la période d'observation de la procédure de Redressement judiciaire susmentionnée, nous préparons actuellement, avec le concours de la Société, un plan de Redressement afin d'apurer son passif, selon des modalités en cours de détermination.

**2. Parties affectées par le projet de plan de Redressement**

Selon les informations portées à notre connaissance, vous pourriez être titulaire d'une créance envers la Société.

Par la présente, et conformément aux dispositions de l'article R. 626 -55 du Code de commerce, les Administrateurs judiciaires vous informent donc que vous pourriez, si votre créance est définitivement admise au passif, être affecté par le plan de Redressement qui sera présenté par la Société et sur lequel vous serez amené à vous prononcer en tant que membre d'une classe de parties affectées, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce (applicable à la procédure Redressement judiciaire par renvoi de l'article L. 631-1 du même Code).

Une classe de parties affectées est un regroupement de créanciers ou de détenteurs de capital partageant des intérêts économiques communs, constitué dans le cadre d'un projet de plan de Redressement, et qui sont affectés par ce projet de plan (les « **Classes de Parties Affectées** »).

**3. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires**

Toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com). Afin de faciliter nos échanges, nous vous invitons à nous faire parvenir vos coordonnées électroniques, dans les meilleurs délais, par retour de courriel à cette adresse.

Nous vous précisons que, conformément à l'article R.626-55 al. 3 du Code de commerce : « *Vaut consentement à la transmission par voie électronique l'utilisation de ces modalités de communication électronique* ».

**4. Demande de transmission des accords de subordination**

Un accord de subordination s'entend comme : « *un accord aux termes duquel des créanciers se sont entendus entre eux et avec la société débitrice sur un certain ordre de paiement, de sorte que certains bénéficient d'un droit à paiement/remboursement prioritaire de leur dette* ».

Ainsi, si vous avez connaissance d'un accord prévoyant que votre créance serait remboursée après celle(s) d'autre(s) créanciers(s), conclu avant le 12 septembre 2024, nous vous remercions bien vivement de nous le transmettre, **par courriel à l'adresse précitée, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la publication du présent avis**, en y joignant tous documents justificatifs.

A défaut de communication d'un tel accord dans ce délai, ce dernier ne pourra pas être pris en compte, conformément aux articles L. 626-30 et R. 626-55 du Code de commerce.

\*\*\*

Enfin, nous vous informons que nous reviendrons vers vous dans un second temps afin de vous notifier :

- Des modalités (i) de répartition en Classes de Parties Affectées et (ii) de calcul des voix correspondant à votre ou vos créance(s) ou aux droits affectés vous permettant d'exprimer un vote ;
- Du montant de votre ou vos créance(s) retenue(s).

Et ce dans les conditions des articles L. 626-30 V et R. 626-58 du Code de commerce, avant de vous transmettre le projet de plan de Redressement sur lequel vous serez ensuite amené à voter.

**Les Administrateurs judiciaires de la Société :**

**SCP CBF ASSOCIES**

Maître Lou Flécharde

Maître Christian Caviglioli